



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS



TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE LILLE



A photograph of the Grand'Place de Lille in France, featuring the ornate architecture of the Cloth Hall (Halle aux Draps) and the tall clock tower (Beffroi). The scene is decorated with numerous colorful streamers in shades of yellow, orange, red, pink, purple, blue, and green, which are draped across the sky and buildings. People are visible walking in the square in the foreground.

TRAJECTOIRE SOCIO-ÉCONOMIQUE DE LA ZONE D'EMPLOI DE LILLE

Directeur de publication : Jean-François BÉNÉVISE
Rédacteur en chef : Bruno CLÉMENT-ZIZA
Rédactrices : Marie-Hélène VIDAL,
Clémence LIOTARD, Juliette CULOT
Ont collaboré : Rémi HELINCKX, Nathalie THIEULEUX
Graphisme : Gilles VIDAL
Crédits photo : Comité Régional de Tourisme
Nord - Pas-de-Calais (www.crt-nordpasdecalais.fr), Xavier ALPHAND, Samuel DHOTE, Nimbus,
Wikimedia Commons

La Grand'Place de Lille ►
fotolia.com © Nimbus

ATOUTS

- Situation géographique privilégiée permettant une grande accessibilité par l'offre de transports
- Population jeune et hautement diplômée
- Offre de formation (écoles, universités) attractive pour les étudiants
- Plus faible part de jeunes en recherche d'emploi sur le marché du travail
- Importance des fonctions tertiaires supérieures, atouts pour le maintien des sièges sociaux
- Pôle attractif pour les infrastructures de recherche
- Présence de secteurs stratégiques tels que les finances et le high-tech
- Tissu productif diversifié dans la sphère non présenteielle permettant de mieux absorber les aléas économiques
- Attrait touristique par une offre variée et organisée

OPPORTUNITÉS

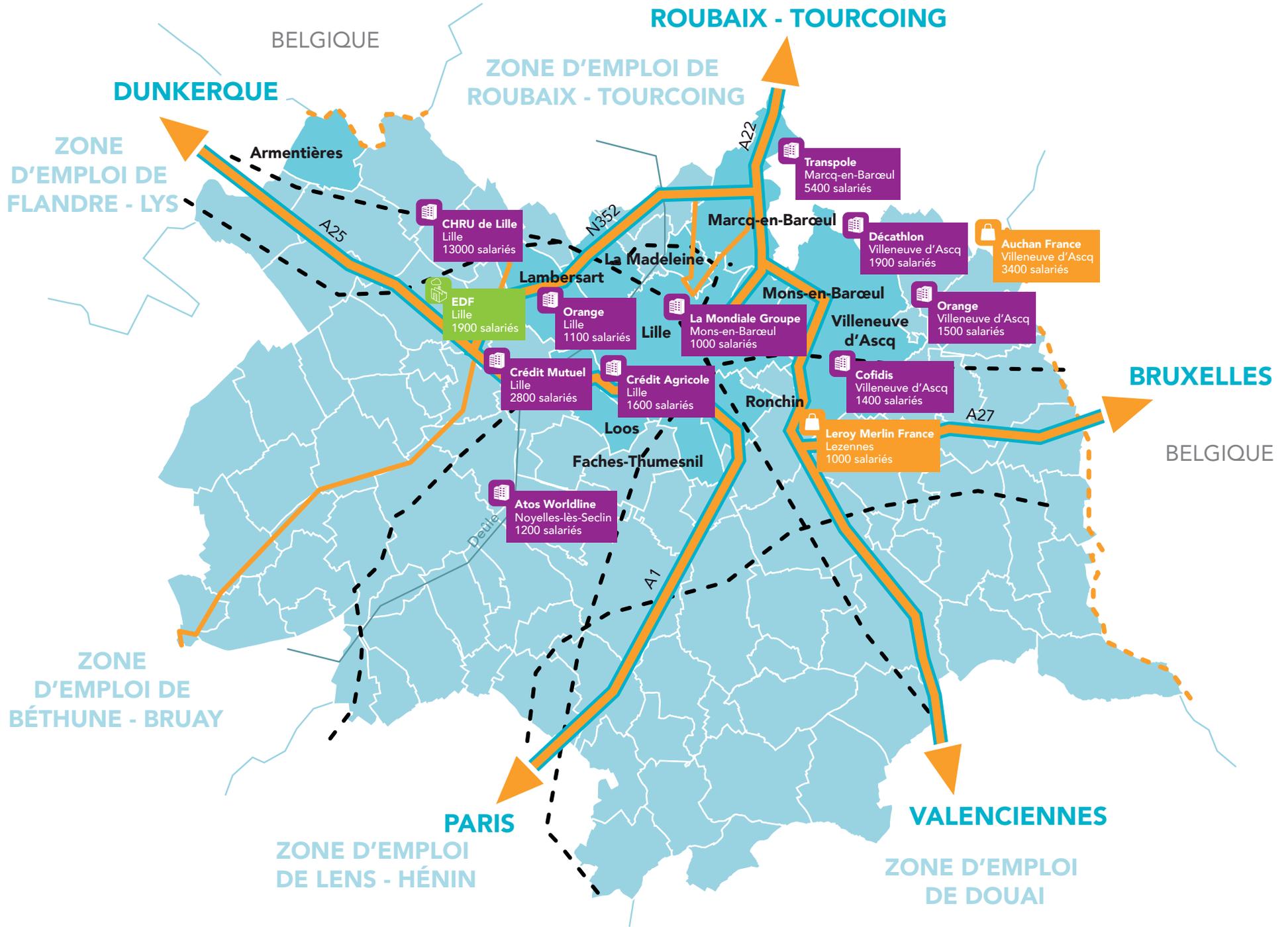
- Nouveau statut de métropole européenne
- Aire métropolitaine de Lille et coopération transfrontalière
- Pôles de compétitivité présents sur le territoire
- Politique active de développement menée par Lille Métropole Communauté Urbaine
- Développement des services à la personne dans un territoire au niveau de revenu le plus riche
- Développement du tourisme d'affaires

FAIBLESSES

- Encombrement routier
- Capitale régionale au taux d'emploi inférieur à la moyenne nationale
- Taux de chômage dépassant les 10 % de la population active
- Aggravation du chômage de très longue durée
- Accroissement du nombre de personnes au RSA socle
- Déficit d'attractivité impactant le revenu des résidents (retraités, actifs...) avec des conséquences sur les activités de services présenteielles
- Faiblesse de la base productive (traitements et salaires des actifs du secteur non présentiel) ^[1]

MENACES

- Poursuite du déficit migratoire
- Positionnement à trouver compte tenu de la proximité de Paris, Londres et Bruxelles
- La croissance des services pourrait s'infléchir pour certaines activités « immatérielles » soumises à des délocalisations (centre de relation client, technologies de l'information et de la communication) ou des restructurations, d'où un risque de baisse des effectifs dans les activités tertiaires ^[1]
- Le recul de l'emploi industriel et des emplois peu qualifiés induit une reconversion difficile pour les salariés concernés ^[1]
- Dépendance grandissante vis-à-vis des services aux entreprises



1

UNE POPULATION JEUNE ET HAUTEMENT DIPLÔMÉE RÉSIDANT DANS UNE CAPITALE RÉGIONALE EN DÉFICIT D'EMPLOI

La zone d'emploi de Lille englobe 100 communes, de Lille à Ostricourt. La majorité des communes se regroupe au sein de Lille Métropole Communauté Urbaine, dont la ville principale est Lille, capitale régionale et préfecture de région. Située à proximité de Paris et Londres, les deux plus grandes métropoles d'Europe, Lille a obtenu le statut de « **métropole européenne** » en 2013, renforçant ses compétences en matière de développement économique, d'innovation, de transition énergétique et de politique de la ville.

La zone d'emploi de Lille profite d'une situation géographique privilégiée au niveau européen grâce à des réseaux denses routiers, autoroutiers et ferroviaires, l'aéroport de Lille-Lesquin à vocation euro-régionale et le port de Lille, troisième port fluvial de France.

Lille est le territoire le plus peuplé de la région avec 789 400 habitants en 2011. Depuis les années 1960, la densité de la population progresse jusqu'à atteindre 1 194 habitants/km² en 2011, deuxième taux régional.

Centre tertiaire et universitaire, Lille se caractérise par l'importance des jeunes adultes : 24,9 % des habitants sont âgés de 15 à 29 ans, soit 4,7 points de plus qu'en région.

Le niveau de diplôme et la qualification de la main d'œuvre apparaissent largement supérieurs à la moyenne régionale, en lien avec la situation de capitale régionale de la métropole.

La population lilloise est la plus diplômée de la région avec un indice de formation de 1,68 pour 1,27 dans le Nord - Pas-de-Calais. Les formations post-bac concernent 33,2 % des plus de 15 ans contre 20,8 % en moyenne dans le Nord - Pas-de-Calais. Sur les dix dernières années, la part des habitants ne possédant pas de diplôme supérieur au certificat d'études recule, passant de 43,6 % en 1999 à 32,8 % en 2010.

Lille constitue **un centre majeur de décision économique** avec la présence des sièges sociaux de grands groupes français tels que Décathlon, le Crédit Mutuel, Castorama ou Lesaffre et de nombreuses structures tournées vers l'innovation. Les fonctions de gestion, de prestations intellectuelles (avocats, professions libérales, architectes, experts comptables...), de conception-recherche ou d'administration publique sont ainsi surreprésentées^[2]. La zone de Lille présente une structure de la population très particulière : pour 25,5 % des emplois de la région, elle compte 41,0 % des cadres, 29,8 % des professions intermédiaires et seulement 17,2 % des ouvriers.

Lille détient le troisième taux d'emploi de la région : 60,0 % de la population en âge de travailler possède un emploi pour 57,4 % dans le Nord - Pas-de-Calais. Ce résultat reste inférieur au taux national de 63,8 % indiquant **un nombre encore trop limité d'emploi pour satisfaire la demande locale**.

Pourtant, Lille reste le **principal pôle d'emploi de la région** avec 424 800 postes recensés, dont 287 600 emplois concurrentiels. En 2011, 83 % des emplois se situent dans le tertiaire, répartis entre 207 800 emplois marchands et 143 000 services non marchands (fonction publique, éducation, santé, action sociale).

Si les sièges sociaux (4,1 % de l'emploi local concurrentiel en 2013), les services financiers (4,1 %) et les activités informatiques (3,1 %) se sont fortement développés autour de Lille, le commerce de détail et de gros (15,7 %), les transports (4,9 %), les travaux de construction spécialisés (4,6 %) et la restauration (4,3 %) restent les premiers employeurs de l'économie marchande lilloise.

La construction représente 6,6 % des emplois salariés de la zone contre 8,1 % dans la région.

L'industrie n'emploie plus que 9,7 % des salariés, présents principalement dans les industries alimentaires (1,7 %), la production et la distribution de gaz, électricité, vapeur d'eau ou air conditionné

3^E TAUX
D'EMPLOI
DANS LA
RÉGION

LA POPULATION
LILLOISE EST LA
PLUS DIPLÔMÉE
DE LA RÉGION

424 800
POSTES
RECENSÉS

10,9 %
[TAUX DE
CHÔMAGE]

(1,1 %), la fabrication de machines et d'équipements (0,8 %) ou la métallurgie (0,6 %). Malgré la reconversion industrielle, des pôles anciens se maintiennent dans l'agro-alimentaire ou la mécanique^[3].

Au cours des dix dernières années, le taux de chômage a constamment été inférieur à celui de la région. Cet avantage s'est accentué à mesure que le chômage augmentait : de -1,1 point fin 2003, l'écart est passé à -2,0 points fin 2013. Désormais, 10,8 % de la population active est touchée par le chômage. Ce taux reste supérieur au taux national de 9,7 %, ce qui n'est pas un résultat favorable pour une métropole.

Fin 2013, 68 100 personnes étaient inscrites à Pôle emploi, dont 44,4 % de demandeurs d'emploi en recherche depuis plus d'un an. La diversité des activités et l'importance du tertiaire font du marché du travail le plus actif de la région, permettant à Lille de bénéficier de la plus faible part de jeunes inscrits à Pôle emploi (16,7 % contre 19,5 % en région).

Lille, montgolfière survolant le beffroi
de la chambre de commerce ▶
© Xavier Alphan



2 LA TRANSFORMATION PRÉCOCE DE LA ZONE DE LILLE EN UNE MÉTROPOLE TERTIAIRE

Avant 1962, la croissance démographique de la zone de Lille n'a pas été plus rapide que celle de la région ^[4]. Depuis, **l'augmentation de la population dépasse la moyenne régionale, soutenue par le développement de l'emploi dans les services, la croissance des effectifs étudiants et un excédent naturel lié à une natalité relativement élevée.**

De 1962 à nos jours, la population active de Lille est passée de 259 300 personnes à 373 500 personnes, soit une hausse de +44 % pour +32 % au niveau régional.

2.1 UN TERRITOIRE INITIALEMENT ATTRACTIF

La révolution industrielle donne un essor considérable aux activités traditionnelles de Lille et sa région : textile, agriculture et ses dérivés, commerce favorisé par la situation géographique de la zone. La présence de charbon permet le développement d'une industrie lourde ^[5]. Lille s'affirme alors comme une terre industrielle, même si les services et le BTP occupent déjà une place de choix.

Au début des années 1960, le territoire compte de grands établissements dans le textile (spécialisation dans le coton ou le lin), la mécanique employée initialement pour la construction de métiers puis étendue à la construction automobile et ferroviaire, les industries agro-alimentaires, l'habillement, mais également le BTP et les services aux particuliers ^[6].

De 1962 à 1975, Lille apparaît comme un territoire attractif pour les habitants de la région. Les 8 800 nouveaux résidents s'ajoutent au renouvellement naturel des générations alimentant la population active. Seule la baisse du taux d'activité liée à l'allongement de l'âge de la scolarité et la présence croissante des étudiants atténue la hausse de la population active.

L'emploi se développe avec 37 000 postes ouverts sur Lille et sa périphérie, soit 72 % des nouveaux emplois comptabilisés dans la région. Les postes sont en partie occupés par des travailleurs résidant en dehors de la zone, dont le nombre s'intensifie sur la période.

Le développement économique est porté par l'évolution favorable du BTP – Norpac, filiale de Bouygues construction, sera créé en 1977 et comptera déjà 1 400 salariés au début des années 1980 – mais surtout le tertiaire (+39 %). À cette époque, l'État décide la création de huit métropoles d'équilibre, dont la métropole Nord. En 1966, une prime lui permet de développer ses activités tertiaires. Ces ouvertures excèdent les faibles destructions que commence à enregistrer le secondaire (-7 %). La transition d'une économie industrielle vers une économie tertiaire est engagée. La restructuration des activités productives met fin à la prédominance de l'industrie : les effectifs du tertiaire dépassent pour la première fois ceux de l'industrie au recensement de 1968.

Si la transformation tertiaire paraît précoce au regard des autres territoires du Nord - Pas-de-Calais, la mutation se montre tardive à l'échelle d'une métropole : Lille est l'une des dernières grandes villes de France à s'engager dans ce tournant. La mutation n'en sera que plus marquée, la tendance tertiaire s'affirmant par la suite très rapidement ^[5].

2.2 LA BIFURCATION MÉTROPOLITAINE DES ANNÉES 1980-1990

À partir de 1975, des actifs quittent le territoire, à un rythme qui s'intensifie au fil des années. La croissance de la population active, qui s'est poursuivie de 1975 à 1981, ralentit sous l'effet de cette émigration, mais également d'un nombre réduit d'emplois. La crise économique déclenchée par le premier choc pétrolier développe le chômage jusqu'en 1999.

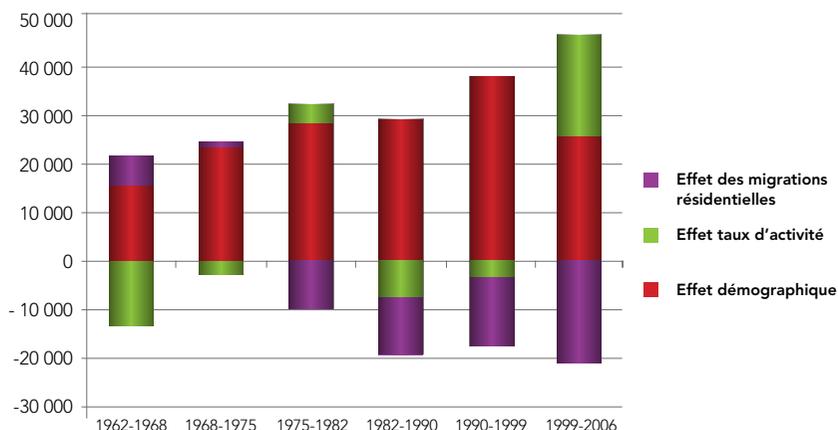
373 500
[POPULATION
ACTIVE]

VARIATION DE LA POPULATION ACTIVE SELON :

LES EFFETS SOCIODÉMOGRAPHIQUES

	Population active en fin de période	Variation totale sur la période	dont effet démographique	dont effet taux d'activité	dont effet des migrations résidentielles
1962-1968	267 600	+8 300	+14 900	-14 200	+7 600
1968-1975	288 000	+20 400	+23 100	-4 000	+1 200
1975-1982	311 100	+23 100	+28 300	+4 400	-9 600
1982-1990	321 100	+10 000	+29 200	-7 500	-11 600
1990-1999	341 400	+20 300	+37 600	-3 400	-14 000
1999-2006	366 100	+24 700	+30 400	+15 200	-20 900

Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

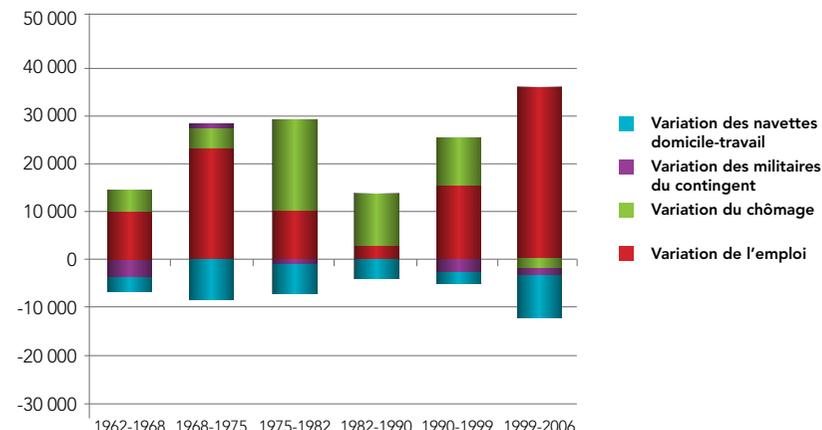


Source : Recensements de la population de 1962 à 2006

L'ÉVOLUTION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

dont variation de l'emploi	dont variation du chômage	dont variation des militaires du contingent	dont variation du solde des navettes domicile-travail
+10 300	+4 100	-3 700	+2 400
+23 900	+3 800	+800	+8 100
+10 700	+18 700	-700	+5 700
+2 300	+10 900	-100	+3 000
+15 300	+10 000	-2 400	+2 500
+36 200	-2 100	-1 000	+8 400

Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent - Δ solde des navettes

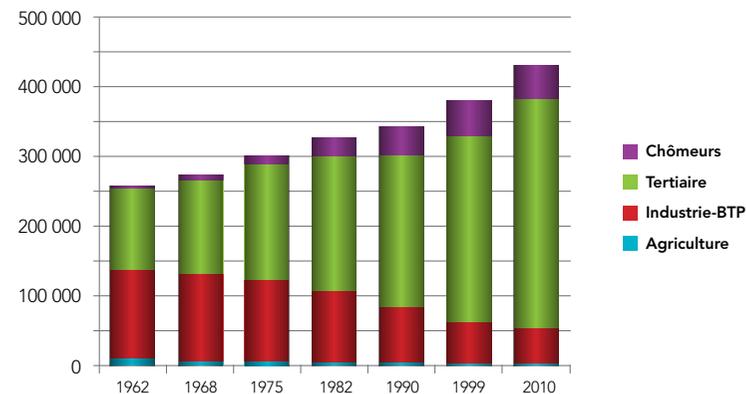


Source : Recensements de la population de 1962 à 2006
 Note de lecture : une variation positive du solde des navettes s'impute négativement à la variation de la population active

EMPLOI AU LIEU DE TRAVAIL ET CHÔMEURS AU LIEU DE RÉSIDENCE

	Agriculture	Industrie-BTP	Tertiaire	Emploi au lieu de travail	Chômeurs
1962	8 900	128 000	125 300	262 200	1 800
1968	7 700	122 700	144 800	275 300	5 800
1975	5 700	119 500	173 900	299 200	9 400
1982	5 300	104 400	200 200	309 900	27 100
1990	4 100	79 800	228 300	312 200	37 600
1999	3 000	60 000	264 400	327 400	49 400
2010	2 100	53 100	321 900	377 100	49 800

Source : Recensements de la population de 1962 à 2010



Source : Recensements de la population de 1962 à 2010

Dans les années 1980, les principales activités industrielles présentes dans la zone déclinent, en premier lieu le textile, la mécanique et l'agro-alimentaire. Une période de grandes faillites industrielles s'amorce, à l'image de la filature de coton Leblan-Lafont fermée en 1989. Mais les difficultés ne touchent pas que le textile et sont souvent le fait de grands groupes étrangers implantés depuis longtemps tels que le fabricant de matériel agricole Massey Ferguson à Marquette ou les savonneries Lever à Haubourdin. Les effectifs des grands établissements du BTP sont également divisés par deux en raison de l'arrêt de grands chantiers (grands ensembles, lotissements importants sur Villeneuve d'Ascq...) ^[6].

Les destructions d'emploi secondaire s'accroissent au fil du temps, touchant 2 160 emplois par an entre 1975 et 1981 puis 3 100 emplois par an entre 1982 et 1990. Ce déclin rapide n'est plus qu'en partie compensé par la croissance ralentie du tertiaire.

Dans les années 1980-1990, la remise en cause du modèle industriel fordiste marque une rupture dans l'économie de l'agglomération lilloise. Cette « bifurcation métropolitaine » correspond à une recomposition en profondeur du modèle de développement pour faire face à la fin du monopole de la très grande industrie ^[7]. La part de l'industrie et du BTP dans les emplois proposés se réduit de 40 % en 1975 à 34 % en 1982 puis 26 % en 1990, transformant Lille en une métropole tertiaire.

Après la crise des activités industrielles, le projet de création d'un quartier d'affaires s'inscrit dans la stratégie de reconversion de la communauté urbaine. Suite au lancement du projet de construction du tunnel sous la Manche, Pierre Mauroy décide de créer une « turbine tertiaire » à la croisée des lignes TGV nord-européen dont le tracé reliant Paris, Lille, Londres et Bruxelles venait d'être confirmé par le Premier Ministre en 1987 ^[5]. Le projet Euralille naît au début des années 1990 avec le passage du TGV par Lille : une nouvelle gare est créée, les réseaux de transport sont réorganisés et un nouveau quartier d'affaires s'élève ^[8].

2.3 UN NOUVEAU DYNAMISME DANS LES ANNÉES 2000

Après une période de **profondes mutations dans les années 1980-1990**, Lille renforce son dynamisme dans les années 2000.

Pour la première fois depuis 40 ans, le nombre de chômeurs recule, de -2 100 personnes entre 1999 et 2006. Les entrants naturels dans la vie active ralentissent, mais sont compensés par l'effet positif du taux d'activité reparti à la hausse.

Malgré le contexte économique favorable, un nombre sans précédent de personnes quitte le territoire dans un **mouvement accéléré de périurbanisation** (-20 900 personnes entre 1999 et 2006). Mais de nombreux salariés reviennent quotidiennement travailler dans le pôle d'emploi de Lille : en 2009, 34 % des postes sont occupés par des non-résidents. Le nombre d'entrants dépasse les personnes quittant chaque jour le territoire pour travailler : 23 % des résidents occupés travaillent en dehors de Lille, soit un solde positif de +55 700 personnes. Les échanges avec Roubaix-Tourcoing sont les plus intenses, dans une logique de métropole.

CES VINGT DERNIÈRES ANNÉES ONT PROLONGÉ LA RECONVERSION INDUSTRIELLE ENGAGÉE DANS LES ANNÉES 1960.

Entre 1993 et 2007 dans les secteurs concurrentiels, l'industrie de faible technologie subit les plus lourdes pertes d'emploi (-45 %), touchée par les fermetures de postes dans l'imprimerie, le textile et l'industrie agro-alimentaire. Sur la niche de l'industrie de haute technologie (30 % de l'emploi régional), les emplois ont baissé de -30 % entre 1993 et 2007, la hausse de l'industrie pharmaceutique ne compensant pas les pertes dans la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques.

DEUX TIERS
DES ACTIVITÉS
HIGH-TECH
DE LA RÉGION
SE CONCENTRENT
À LILLE

9,7 %
[PART DE L'EMPLOI
INDUSTRIEL]

La tertiarisation de Lille est liée à la perte d'emplois industriels, mais également au recentrage de l'industrie sur son cœur de métiers l'obligeant à externaliser certaines fonctions (informatique, finances, conseil...) et au développement des services, notamment pour répondre à la demande locale.

Entre 1993 et 2007, les services financiers se renforcent en raison d'un rythme de création de postes plus soutenu qu'en région (+60 % contre +35 % en région). Les services non high-tech centrés sur les activités des sièges sociaux, le conseil de gestion et l'intérim émergent au cours de cette période.

Le territoire s'est montré moins sensible au retournement conjoncturel de 2008 grâce à son tissu productif diversifié : l'emploi concurrentiel se développe de +2,0 % entre 2007 et 2013.

Alors que les activités high-tech et financières se maintiennent, l'effondrement de l'intérim pénalise les activités non high-tech de services aux entreprises (-7,5 %).

L'industrie pharmaceutique et la fabrication d'équipements de communication soutiennent l'industrie de haute technologie (+11,5 %). Les pertes se poursuivent dans l'industrie de faible et de moyenne technologie en raison des fermetures de postes dans l'imprimerie, la maintenance, le textile et l'industrie agro-alimentaire.

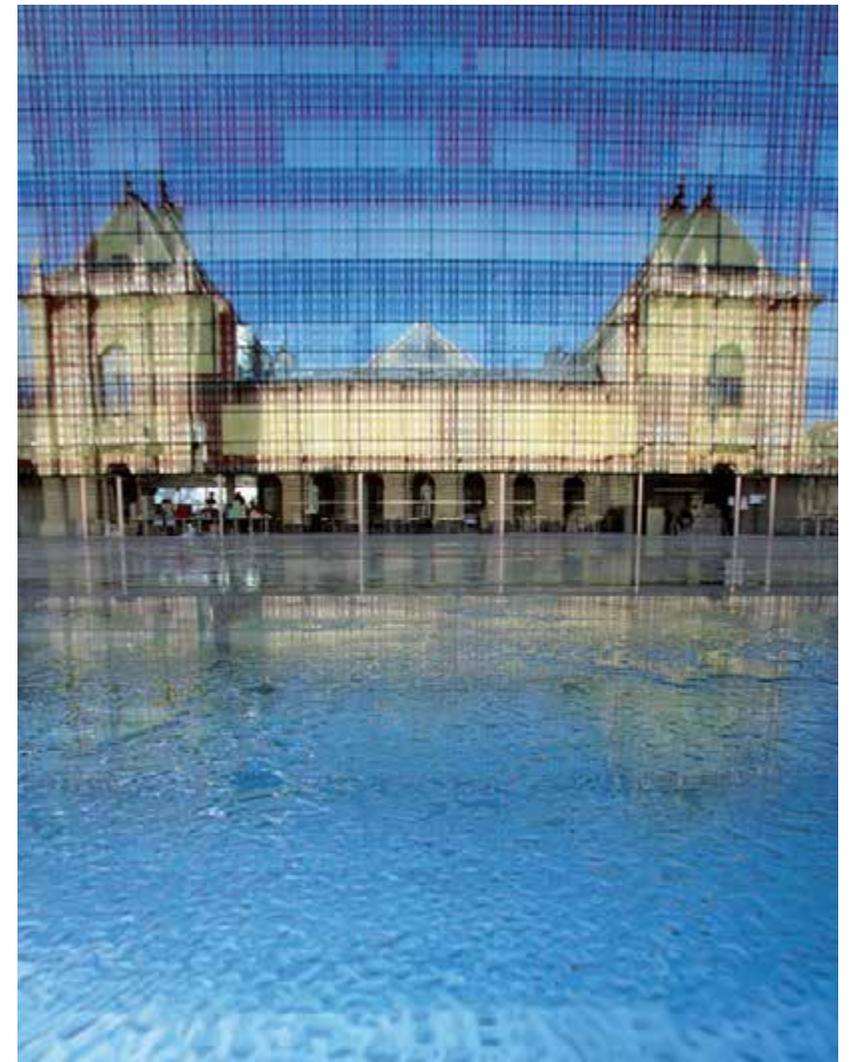
Lille atteint son **point haut de l'emploi en 2012 avec 289 500 postes** concurrentiels, après une création historique d'emplois recensés (+15,2 % entre 1999 et 2010).

Désormais, l'agglomération lilloise propose un panel de services à forte concentration de connaissance très développé dans les services high-tech ou non et financiers avec 73 400 emplois concurrentiels. Les activités high-tech restent les plus spécifiques (deux tiers de l'emploi régional), centrées sur la programmation, le conseil et certaines activités informatiques^[9]. Les services aux entreprises et aux habitants se sont développés : en hausse depuis 1975, l'emploi présentiel représente 68 % des emplois du territoire en 2010 pour 66 % dans le Nord - Pas-de-Calais. Ces activités, notamment de services à la personne, sont facteur de dynamisme dans un territoire où se concentre la plus forte part de population aisée.

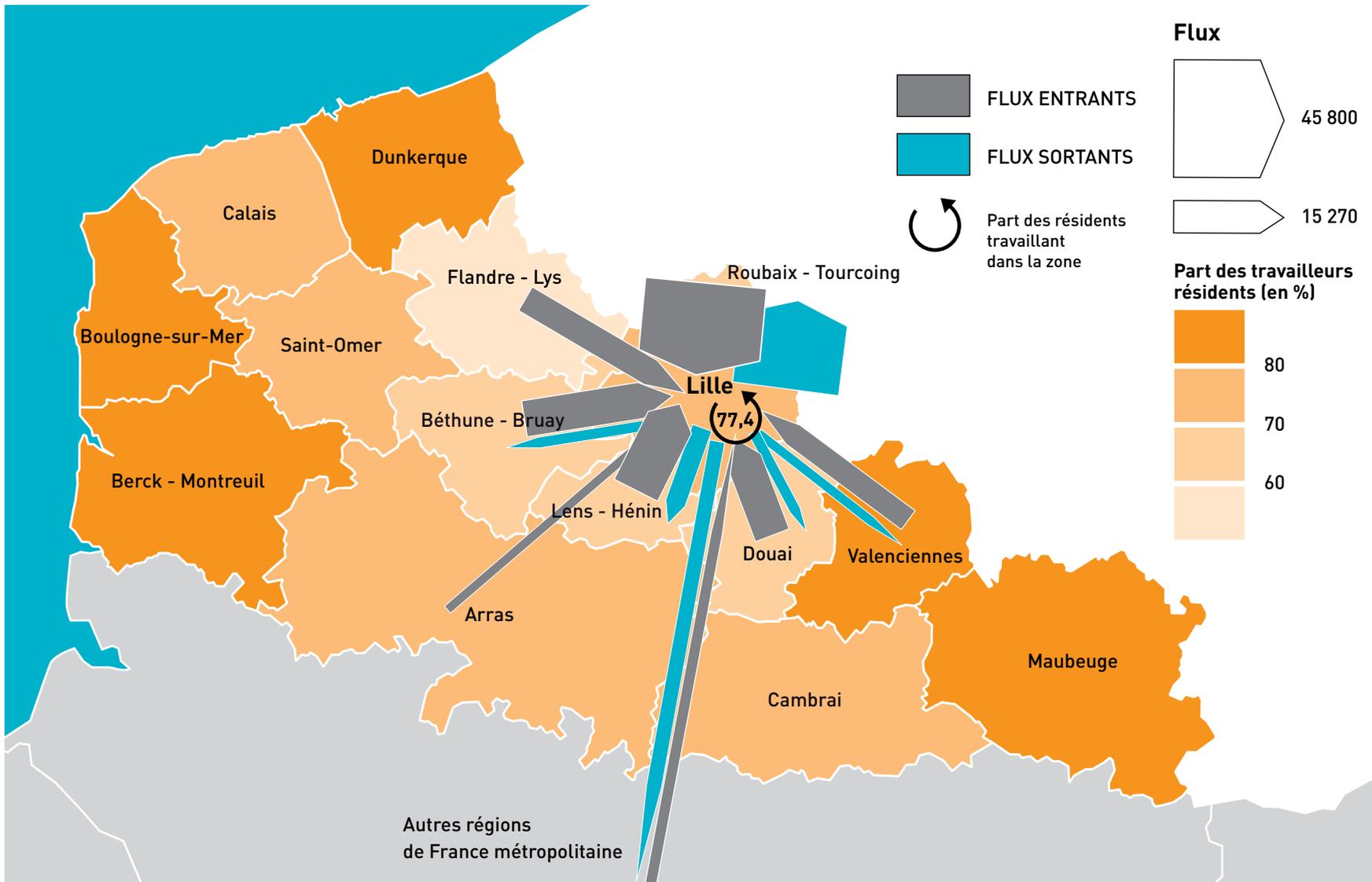
L'industrie emploie désormais 9,7 % des salariés. Malgré la forte baisse des effectifs, ce territoire concentre toujours 19 % des emplois de l'industrie manufacturière de faible technologie, principalement dans l'industrie agro-alimentaire, le textile et l'imprimerie.

2.4 UNE CROISSANCE CONTINUE DE LA POPULATION ACTIVE JUSQU'EN 2030

Si les tendances démographiques conjuguant natalité soutenue et déficit migratoire important se poursuivaient, la croissance de la population active se prolongerait jusqu'en 2030. Le rythme serait plus intense dans l'agglomération lilloise qu'en moyenne dans le Nord - Pas-de-Calais : +1,31 % contre +0,06 %. L'apport lié au taux d'activité se ralentirait pour devenir le plus faible de toutes les zones du Nord - Pas-de-Calais.



FLUX DOMICILE-TRAVAIL DE LA ZONE D'EMPLOI DE LILLE



© IGN-Insee 2013
 Source : Recensement de la population 2009, exploitation complémentaire (Insee)



Euralille, le quartier d'affaires
et la gare TGV
© Xavier Alphand

3

UN PÔLE ATTRACTIF POUR LES STRUCTURES STIMULANT LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La zone d'emploi de Lille concentre presque l'essentiel de la recherche & développement de la région dans l'enseignement supérieur, les grandes écoles, les laboratoires publics et privés. Plus de 250 laboratoires publics et parapublics soutenus par de grands organismes de recherche emploient 3 200 enseignants chercheurs.

La métropole est dotée d'instituts de recherche renommés tels que l'Institut Pasteur, le CNRS ¹, l'IFSTTAR ² dans le génie civil, la mobilité et la sécurité ou l'IEMN ³ portant un effort particulier sur les micro et les nanotechnologies. Elle forme le troisième pôle universitaire français dans les Sciences, la Santé et l'Économie.

QUATRE PARCS TECHNOLOGIQUES SONT DÉDIÉS À L'INNOVATION RÉGIONALE :

- **Euralille 1 et 2** : ce cœur tertiaire de la métropole forme un quartier d'affaires où dominant l'immobilier de bureaux et les commerces.
- **Euratechnologies** : situé à l'ouest de la métropole, ce parc est spécialisé dans le numérique avec notamment la présence du pôle régional numérique.
- **Eurasanté** : construit autour du Centre Hospitalier Régional Universitaire, plus grand site hospitalo-universitaire d'Europe, ce lieu concentre la recherche dans le domaine de la biologie-santé avec entre autres l'INSERM ⁴, le Pôle Nutrition Santé Longévité (NSL) et le Pôle d'Excellence Santé.

¹ Centre National de la Recherche Scientifique

² Institut Français des Sciences et Technologies des Transports, de l'Aménagement et des Réseaux

³ Institut d'Électronique, de Microélectronique et de Nanotechnologies

⁴ Institut National de la Santé Et de la Recherche Médicale

- **Le parc scientifique de la Haute-Borne** : situé à Villeneuve d'Ascq près de l'université Lille 1, ce pôle de recherche d'envergure internationale réunit des structures innovantes dans les nanotechnologies, les technologies de l'information et de la communication... Il regroupe notamment deux laboratoires du CNRS (l'IRCICA ⁵ et l'IRI ⁶), le pôle MATIKEM, anciennement Pôle Matériaux et Application pour une Utilisation Durable (MAUD), le centre de recherche Lille-Nord Europe de l'INRIA ⁷ et le Centre d'Innovation et d'Échanges de Lille favorisant la création d'entreprises technologiques.

LILLE RÉUNIT LES SIÈGES DES PÔLES DE COMPÉTITIVITÉ MATIKEM, NSL ET INDUSTRIES DU COMMERCE (PICOM).

- **Le Pôle MATIKEM** est un pôle de compétitivité national dédié aux matériaux, à la chimie et à la chimie verte. Il s'articule autour de deux filières (chimie et matériaux, matériaux biosourcés) et quatre grands défis (nouvelles propriétés et fonction des matériaux, produits éco-conçus, chimie du végétal, procédés performants et avancés) au service de huit marchés applicatifs (arts de la table, emballage/packaging, industrie graphique, plasturgie, mais aussi agro-alimentaire, transport, bâtiment, médical). Avec 77 adhérents, le Pôle a accompagné 266 projets dont 113 labellisés.
- **Le Pôle NSL** est positionné à la croisée des nouvelles stratégies médicales, scientifiques et industrielles portant sur la prévention et le traitement des pathologies chroniques multifactorielles pour lesquelles l'alimentation est un facteur reconnu comme jouant un

⁵ Institut de Recherche sur les Composants, logiciels et matériels pour l'Information et le Communication Avancée

⁶ Institut de Recherche Interdisciplinaire

⁷ Institut National de Recherche en Informatique et en Automatique

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS D'AVENIR :

INSTITUT
FRANÇAIS DES
MATÉRIAUX AGRO-
SOURCÉS

SHOPPING
INNOVATION LAB

rôle prépondérant et le développement d'aliments améliorés sur le plan nutritionnel, d'ingrédients et d'aliments à fonctionnalité santé et de solutions thérapeutiques innovantes.

- **Le Pôle PICOM** contribue au développement d'un lieu de référence mondial pour la distribution du futur. Il porte les projets de recherche & développement issus de la collaboration entre de grandes enseignes françaises de distribution, des PME et des laboratoires de recherche publique. Ces projets se déclinent en trois axes stratégiques : l'optimisation des processus, la relation client/mobilité ainsi que les nouveaux univers marchands.

Sélectionné dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir, l'**Institut Français des Matériaux Agro-Sourcés** (IFMAS) a été créé en décembre 2012 à Villeneuve d'Ascq. Il associe des entreprises telles que Florimond-Desprez, Roquette ou Mäeder aux équipes de recherche & développement publique de l'INRA⁸, du CNRS et du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur Nord de France.

L'institut structure la recherche & développement dans les domaines de l'énergie non fossile et de la chimie verte afin de faire émerger une filière complète, amont-aval, capable de produire des plastiques et revêtements végétaux éco-conçus et recyclables à partir de plantes abondantes, renouvelables et riches en amidon. La recherche s'articule autour de trois programmes couvrant 22 projets partagés : optimisation des amidons pour les matériaux biosourcés, conception et préparation de macromonomères et de résines végétales à base d'amidon, transformation et industrialisation des polymères agrosourcés et matériaux associés.

Cet investissement vise à prendre des parts de marché significatives en Europe avant 2020 (10 % à 20 % du marché européen des plastiques végétaux) couvrant des marchés applicatifs nombreux : emballage, électronique, médical, bâtiment, transport, colles/adhésif, encres/vernis, recyclage.

Euratechnologies devra à terme accueillir le **Shopping Innovation Lab** (SILAB) financé dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir. Le SILAB offrira une infrastructure mutualisée pour construire le commerce du futur et donner aux enseignes françaises un avantage compétitif au niveau mondial, renforçant leur position concurrentielle.

⁸ Institut National de la Recherche Agronomique

Ce projet comprendra :

- Trois plateaux technologiques : « home innovation services » simulant les solutions du home commerce, « store innovation services » mettant en scène un espace magasin et « outdoor & mobility innovation services » scénarisant une relation client en situation extérieure et en mobilité ;
- Un laboratoire des usages pour stimuler la créativité et l'innovation ;
- Une vitrine technologique.

Groupement Européen de Coopération Territoriale, l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai favorise la réalisation de projets transfrontaliers d'intérêt commun. En 2013, Eurométropole a arrêté sa stratégie 2014-2020 pour la croissance et l'emploi autour de trois axes prioritaires :

1. Développer le potentiel socio-économique de l'Eurométropole ;
2. Renforcer la mobilité interne et l'accessibilité internationale du territoire eurométropolitain ;
3. Construire une Eurométropole bleue et verte.

LILLE A ACQUIS UNE NOTORIÉTÉ ET UNE FRÉQUENTATION TRÈS IMPORTANTES ALORS QU'ELLE N'A PAS PRÉMÉDITÉ SON DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE.

Dans les années 1990, elle est devenue une ville agréable, rénovée (Vieux-Lille), dotée de nombreux équipements (musées, zénith, quartier d'Euralille...) pour ses habitants et une métropole économique européenne (gare internationale TGV, centre d'affaires et de congrès, turbine tertiaire...) susceptible de défier la crise.

Dans les années 2000, l'accent est porté sur le dynamisme et le rayonnement de la capitale régionale à l'extérieur de ses frontières autour de l'évènementiel et de la culture (la plus grande braderie d'Europe, Lille 2004, capitale européenne de la culture, Lille 3000...).

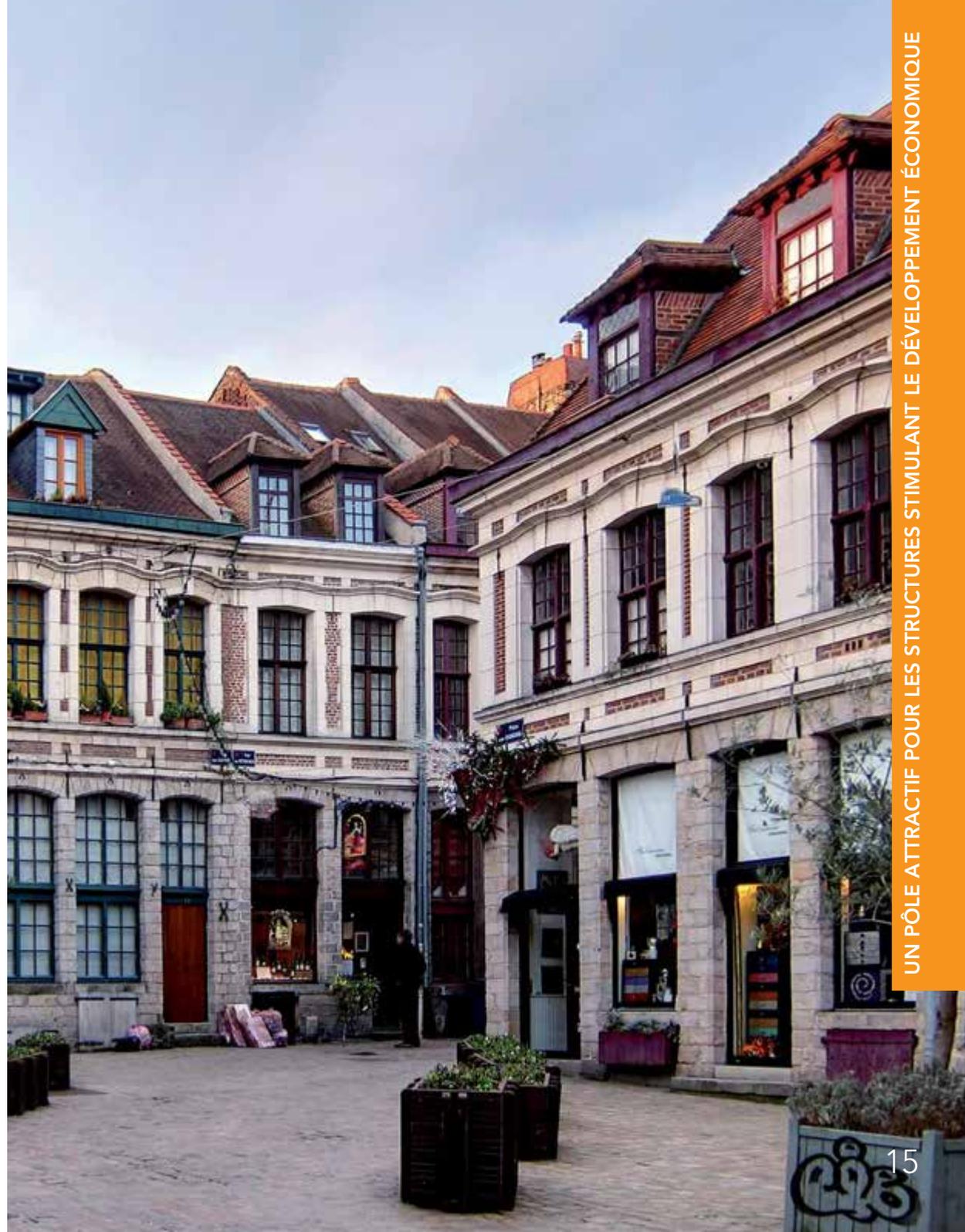
Lille s'affirme alors comme une destination touristique à part entière. Avec les années 2010 se développe de manière plus méthodique le tourisme d'affaires en lien avec les pôles de compétitivité par l'accueil de congrès et de séminaires. Lille se situe désormais au 7^e rang français, au 59^e rang européen et au 106^e rang mondial (sur 375 sites répertoriés) des villes accueillant des congrès internationaux. Le nouveau Stade Pierre Mauroy totalement modulable permet désormais d'accueillir les évènements sportifs et d'attirer une nouvelle clientèle.

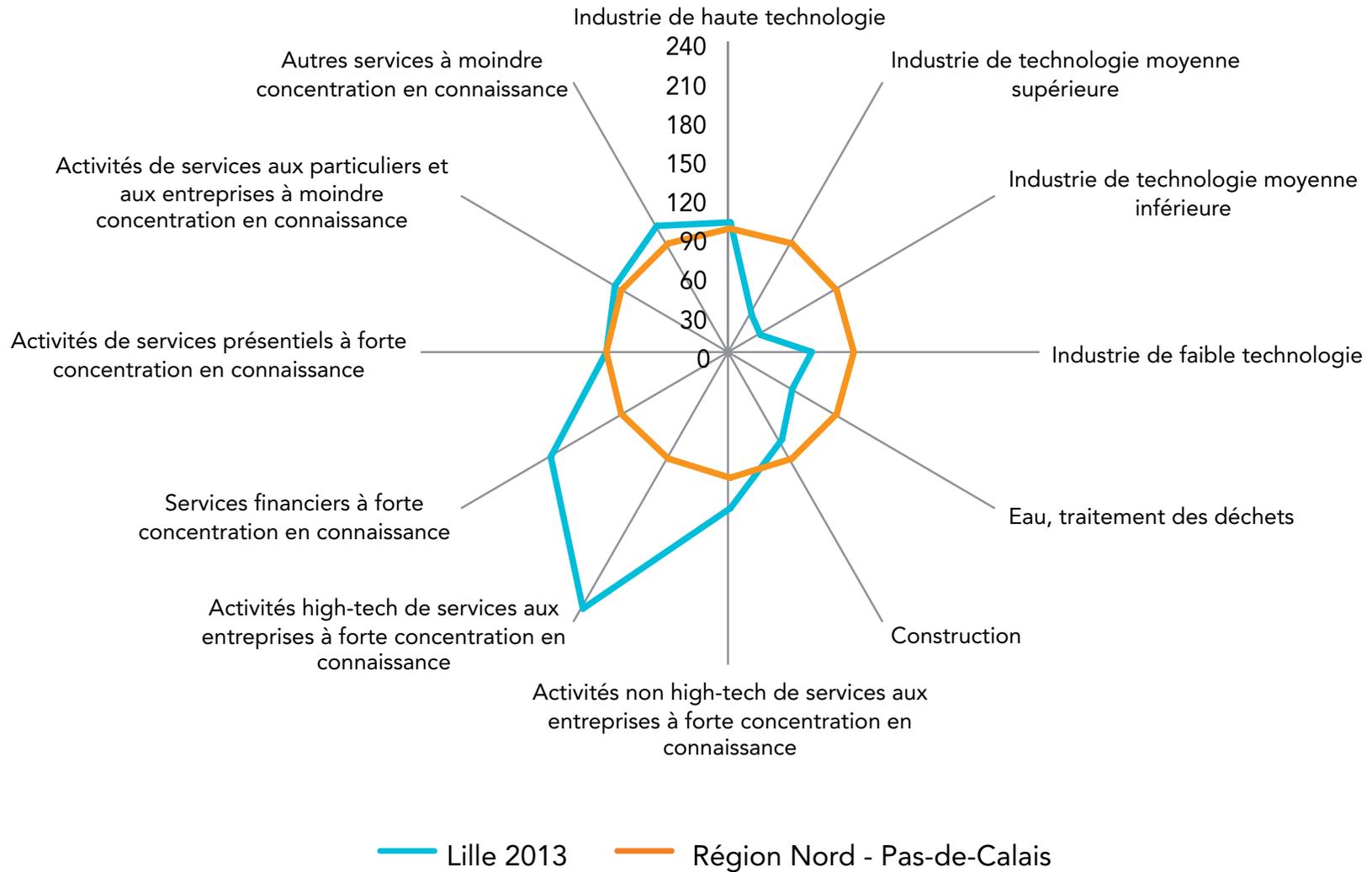
Lille est devenue une destination de court séjour tant en semaine avec la clientèle d'affaires présente à 66 % dans les hébergements marchands que le week-end avec la clientèle d'agrément qui permet à l'hôtellerie lilloise d'afficher un taux d'occupation de 54 % alors qu'il était inférieur à 20 % en 1990. Une telle progression de la fréquentation, constante et régulière, est un phénomène unique dans la région et confirme la métropole lilloise dans son rôle moteur au niveau régional et dans son classement de « ville touristique » au niveau national. L'offre touristique est variée et bien organisée (City-Pass, visites guidées, City-Tours...) et le dynamisme des professionnels lillois (club hôtelier, Lille Events...) contribue au succès de la destination.

La clientèle étrangère est très importante et de plus en plus diversifiée : 60 nationalités différentes découvrent chaque année la capitale des Flandres. Elle représente 27 % de la fréquentation hôtelière globale. Les proches voisins (Royaume-Uni, Belgique, Pays-Bas et plus récemment Allemagne) sont majoritaires qu'ils viennent en séjour ou en excursion.

Les visiteurs apprécient particulièrement la richesse du patrimoine lillois (architecture originale, musées), son offre commerciale, sa gastronomie, son caractère cosmopolite, sa dimension à taille humaine et l'ambiance chaleureuse qui invite à la déambulation et à la découverte.

La place aux oignons à Lille ►
© Wikimedia Commons





Source : Acoiss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais
 Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie
 Note de lecture : lorsque le tracé du territoire est à l'extérieur du tracé régional, l'activité est plus développée sur le territoire.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI ENTRE FIN 2007 ET FIN 2013

ACTIVITÉ	Effectif	Part dans l'emploi	Spécificité	Évolution 2007 > 2013	Évolution en région
Industrie de haute technologie dont : Aéronautique Fab prod informatiques, électroniques et optiques Industrie pharmaceutique	1 600	0,6 %	105	+11,5 %	+18,5 %
Industrie de technologie moyenne supérieure dont : Construction de matériel ferroviaire roulant Fab prod métalliques, à l'except machines et équipements Fab de machines et équipements n.c.a. Fabrication d'équipements électriques Industrie automobile Industrie chimique	4 900	1,7 %	34	-13,4 %	-16,8 %
Industrie de technologie moyenne inférieure dont : Fab d'autres produits minéraux non métalliques Fab produits en caoutchouc et en plastique Fab prod métal, à l'except machines et équipements Imprimerie et reproduction d'enregistrements Métallurgie	5 200	1,8 %	29	-30,7 %	-21,4 %
Industrie de faible technologie dont : Industries alimentaires Fabrication de textiles Industrie de l'habillement Industrie du papier et du carton	11 100	3,9 %	66	-21,2 %	-18,0 %
Eau, traitement des déchets	1 900	0,7 %	58	+1,2 %	+2,8 %
Construction	19 000	6,7 %	82	-1,1 %	-8,7 %
Activités non high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Act d'architecture et d'ingénierie; act contrôle, analyses techniques Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion Activités juridiques et comptables Activités liées à l'emploi Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	37 800	13,3 %	126	-7,5 %	-14,7 %
Activités high-tech de services aux entreprises à forte concentration en connaissance dont : Programmation, conseil et autres activités informatiques Recherche-développement scientifique Services d'information Télécommunications	17 300	6,1 %	237	+6,6 %	+5,4 %
Services financiers à forte concentration en connaissance	18 300	6,4 %	167	+3,2 %	+1,8 %
Activités de services présents à forte concentration en connaissance dont : Édition Activités pour la santé humaine Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire Enseignement Hébergement médico-social et social et action sociale	47 400	16,7 %	99	+13,2 %	+9,3 %
Activités de services aux particuliers et aux entreprises à moindre concentration en connaissance dont : Transports terrestres et transport par conduites Entreposage et services auxiliaires des transports Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises Commerce Hôtellerie/restauration	107 600	37,8 %	107	+7,5 %	+0,9 %
Autres services à moindre concentration en connaissance dont : Activités de poste et de courrier Activités des organisations associatives Autres services personnels	12 300	4,3 %	116	-3,5 %	-6,9 %
Total général	284 200	100,0 %		+1,8 %	-4,6 %

Source : Acooss. Calculs : Direccte Nord - Pas-de-Calais.

Champ : secteur concurrentiel hors agriculture et énergie

Note de lecture : l'indice de spécificité est le multiple de 100 du rapport entre le poids du secteur dans la zone étudiée et celui de la zone de référence. Une valeur supérieure à 100 indique que le secteur est plus développé dans la zone étudiée que dans la zone de référence.

Références bibliographiques

- [1] Comité de Bassin d'Emploi Lille Métropole [2011], « Emplois et compétences sur Lille Métropole, quels visages en 2020 ? État des lieux préparatoire à un Contrat d'Études Prospective territorial », avril.
- [2] Insee [2011], « Les espaces du Nord - Pas-de-Calais – Trajectoires, enjeux et devenir – Mutations et polarités économiques – Fascicule 2 », Les Dossiers de Profils, n°105, décembre.
- [3] Direccte, DREAL [2009], « Enjeux pour l'industrie du Nord - Pas-de-Calais », octobre.
- [4] Insee, « Panorama des zones d'étude du Nord - Pas-de-Calais – Zone 11 Lille », Les Dossiers de Profils, n°8.
- [5] City Reformers Group Workshop London School of Economics [2011], Lille, 23 et 24 mai.
- [6] Insee [1997], « Trois décennies de mutations économiques », Les Dossiers de Profils, n°44, mai.
- [7] Ludivine Malaterre-Vaille [2010], « Les pôles d'excellence comme facteur de compétitivité et d'attractivité des territoires : l'exemple de la métropole lilloise », ÉcoGéo [en ligne].
- [8] SPL Euralille. Nos projets urbains. « D'Euralille 1 à Euralille 3000, un projet après le projet » [en ligne]. www.spl-euralille.fr [consulté le 12 novembre 2014].
- [9] Direccte Nord - Pas-de-Calais [2012], « Vingt ans de recomposition économique dans la zone d'emploi de Lille », novembre.

Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Le dossier de conjoncture Nord - Pas-de-Calais – Situation à fin décembre 2013 », Les Synthèses de la Direccte, n°30, avril.

Insee [2013], « 70 ans de dynamique de population active en Nord – Pas-de-Calais », Pages de Profils, n°132, juin.

Secrétariat Général pour les Affaires Régionales [2003], « Le Nord – Pas-de-Calais : une région, des territoires », novembre.

Serge Dormard, « L'économie du Nord – Pas-de-Calais, histoire et bilan d'un demi-siècle de transformations », Septentrion – Presses Universitaires.

MÉTHODOLOGIE

Indice de formation

L'indice de formation prend une valeur de 0 à 4 : 0 si l'ensemble de la population observée n'a pas de diplôme à 4 si tous possèdent un diplôme de niveau II ou I.

Évolution de la population active

La population active d'un territoire se compose des personnes résidentes, ayant un emploi ou qui en recherchent un. Son évolution peut être appréhendée selon deux approches : sociodémographique ou par le marché du travail.

L'approche sociodémographique décompose l'évolution de la population active en trois facteurs :

- L'effet démographique indique la variation du nombre de personnes en âge de travailler, résultant de la déformation de la pyramide des âges ;
- L'effet taux d'activité indique la variation des taux d'activité à chaque âge, au cours de la période ;
- Le solde des migrations résidentielles est la différence entre les entrées et les sorties des actifs.

Δ population active = Δ effet démographique + Δ effet taux d'activité + solde des migrations résidentielles

L'approche marché du travail décompose l'évolution de la population active en quatre effets distincts :

- L'évolution du nombre d'emplois au lieu de travail dans la zone ;
- L'évolution du nombre de chômeurs ;
- L'évolution du nombre de militaires du contingent ;
- La variation du solde des navettes domicile-travail de la zone.

Δ population active = Δ emploi + Δ chômage + Δ militaires du contingent – Δ solde des navettes

Emplois des sphères présentielle et non présentielle

- Les activités présentielles sont les activités mises en œuvre localement pour la production de biens et de services visant la satisfaction des besoins de personnes présentes dans la zone, qu'elles soient résidentes ou touristes.
- Les activités non présentielles sont déterminées par différence. Il s'agit des activités qui produisent des biens majoritairement consommés hors de la zone et des activités de services tournées principalement vers les entreprises correspondantes.

Nomenclature Eurostat "Manufacturing High Technology Knowledge-Intensive Services" (MHTKIS)

Le niveau d'intensité de la R&D et la valeur ajoutée ont servi de critères de classement des secteurs de l'industrie manufacturière en haute technologie, technologie moyenne-supérieure, technologie moyenne-inférieure et faible technologie.

Les services sont principalement regroupés en fonction de la part des personnes ayant suivi des études supérieures en services à forte concentration en connaissance et des services à moins forte concentration en connaissance.

Cette nomenclature comporte au final quatre niveaux dans l'industrie et six dans les services (quatre dans les services à forte concentration en connaissance et deux dans les services à moindre concentration en connaissance).

Sources des données emploi

- Recensements de la population de 1962 à 2011, Insee
- Estimations d'emploi 2011, Insee
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 1993 à 2007, Unédic
- Emplois salariés des secteurs concurrentiels de 2007 à 2013, Urssaf
- Direccte Nord - Pas-de-Calais [2014], « Repères emploi Nord - Pas-de-Calais - Situation à fin décembre 2013 », revue mensuelle n° 58, janvier.

entreprises **travail** régulation
emploi développement économique
tourisme **dialogue social**
formation tout au long de la vie
international **compétitivité**
régulation concurrentielle



Direccte Nord - Pas-de-Calais

Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence,
de la Consommation, du Travail et de l'Emploi

Les Arcades de Flandre • 70 rue Saint-Sauveur • BP 456 - 59021 LILLE Cedex
Tél. 03 20 96 48 60 • Fax. 03 20 52 74 63
Internet : <http://www.nord-pas-de-calais.direccte.gouv.fr>

Document réalisé par la Mission Synthèse
de la Direccte Nord - Pas-de-Calais

